



ONG

# CREDO

Centre de Recherche et d'Études pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion

## But:

Promotion des échanges et études pour l'autopromotion  
l'union la paix et le développement

## Objectifs :

Promouvoir les échanges entre les hommes  
Consolider l'union et la paix entre les hommes  
Lutter pour la promotion de la mère et de l'enfant  
Lutter contre les inégalités sociales  
Encourager la religion d'un développement humain durable

## Groupes cibles:

GPO (groupe de personnes organisées associations, ONG, CVD, CDQ, Coopératives)  
Groupes vulnérables : enfants, femmes, jeunes handicapés déshérités  
Groupes ruraux et analphabètes, paysans artisans et autres.

## Actions majeures :

Santé et Nutrition  
Éducation Culturelle et Communication  
Gestion de l'Environnement  
Évangélisation et Intégration Sociale  
Humanisme et Philanthropie

Agrément n° 186/MPD/2000 du 07-08-2000

## RAPPORT DES ACTIVITES DU CENTRE DE RECHERCHE ET D'ETUDE POUR UN DEVELOPPEMENT ORIENTE VERS L'AUTOPROMOTION (CREDO)

Mai 2014

B.P. 3546 Lomé - TOGO Compte Bancaire N° 34706114 - 56 BIA TOGO  
Tél. + 228 22 71 03 32 Fax: +228 22 27 84 91 Cel. : +228 90 04 34 75 - Email : ongcredo@yahoo.fr

Réalisé avec l'appui du Dr. Kossi Sénamé Dodzi

Consultant

## Avant-propos

L'éradication de la pauvreté est le plus grand défi qui se pose aujourd'hui à l'humanité toute entière. Aussi, la représentation des pauvres dans les sociétés est-elle très négative. Il existe un vocabulaire très péjoratif, dans de nombreux pays, pour en parler. Or, nous n'avons pas idée que ces personnes sont porteuses de connaissances qu'il faut savoir utiliser. D'où l'importance d'un croisement des savoirs et des pratiques.



Pour cela, il faut un engagement sans faille, une conviction très forte qu'avec une solidarité agissante, la courbe de la pauvreté et de la misère peut être inversée.

En créant l'ONG CREDO, nous avons cette conviction qu'un élan international et national véhiculant un message fort de Solidarité, d'humanisme et de Paix peut concourir à lutter efficacement contre la tendance à la paupérisation des peuples. Comme le disait Martin HIRSCH, l'engagement ne se décrète pas, il a juste besoin d'être catalysé, poussé et actionné. L'ONG CREDO en favorise l'expression sous toutes ses formes, permettant aux Populations brisées de retrouver sens et goût dans la construction de leur avenir.

L'objectif de CREDO est donc de renforcer les capacités des populations les plus défavorisés à penser et agir comme acteurs de leurs milieux, renforcer les capacités des autres acteurs sociaux à interagir avec les plus défavorisés, pour qu'ensemble les uns et les autres deviennent des agents de transformation sociale dans la lutte contre la misère.

Nous voulons voir ainsi émerger une société organisée dans laquelle les communautés et populations vulnérables vivent dans l'harmonie et œuvrent de façon libre et responsable pour leur propre développement.

Ce rapport qui fait le bilan de nos interventions de près d'une décennie, est un regard à la fois rétrospectif et prospectif qui vise à tirer des leçons permettant de nourrir les actions futures dans la perspective de l'atteinte de cet idéal d'une société épanouie cultivant les valeurs de paix, de solidarité, de travail et de crainte de DIEU. Le développement holistique de nos communautés est à ce prix !

**Le Président du Conseil d'Administration**

**M. Barthélemy Kossi EDOH**

## **Remerciements**

Comment ne pas adresser nos remerciements les plus chaleureux aux plus hautes autorités du Togo pour leur implication sans cesse renouvelée dans la lutte contre la pauvreté dans le pays ! Les orientations déclinées à travers le DSRP et aujourd'hui la SCAPE, leur appui et accompagnement de toutes sortes, l'environnement créé pour faciliter les interventions des Organisations Non Gouvernementales sont autant de preuves de leur engagement en faveur d'un Développement Humain Durable au Togo.

Le Centre de Recherche et d'Etude pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion (CREDO) adresse ses sincères remerciements à tous les partenaires, notamment à la Fondation allemande Mutter kind Projekt dont l'engagement en faveur de la mère et de l'enfant est une référence à suivre dans nos sociétés en quête de repère.

Notre profonde gratitude va aux communautés qui sont les bénéficiaires de nos projets mais qui en sont aussi les acteurs de premier plan. Grâce à leur sacrifice, leur abnégation, leur disponibilité et leur sens de l'intérêt collectif, nous avons accompli et espérons encore accomplir de grandes choses pour un développement local intégral.

Enfin, que tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, de près ou de loin ont d'une manière ou d'une autre contribué à la réalisation de nos activités trouvent ici l'expression nos sincères remerciements.

## Table des sigles et abréviations

AEP	: Approvisionnement en Eau Potable
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CDMT	: Cadre de Dépense à Moyen Terme
CIMTOGO	: Ciment du Togo
COGES	: Comité de Gestion de la Santé
COSAN	: Comité de Santé
CREDO	: Centre de Recherche et d’Etude pour un Développement Orienté vers l’Autopromotion
CSDMT	: Cadre Stratégique de Dépense à Moyen Terme
CVD	: Comité Villageois de Développement
DGSCN	: Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DSRP	: Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté
IDH	: Indice de Développement Humain
MDBAJEJ	: Ministère du Développement à la Base, de l’Artisanat, de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes
OCDI	: Organisation pour la Charité et le Développement Intégral
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations Unies
PAS	: Programme d’Ajustement Structurel
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIP	: Programme d’Investissement Public
PMI	: Petite et Moyenne Industrie
PNAE	: Plan National d’Action pour l’Environnement
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
QUIBB	: Questionnaire sur les Indicateurs de Base du Bien-être
RGPH4	: Recensement Général de la Population et de l’Habitat
SCAPE	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l’Emploi
SDN	: Société des Nations
SNDD	: Stratégie Nationale de Développement Durable
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USP	: Unité de Soins Périphérique
VIH/SIDA	: Virus d’Immunodéficience Humaine/Syndrome de l’Immuno Déficience Acquise
WACEM	: West African Cement

## Sommaire

Avant-propos .....	1
Remerciements .....	2
Introduction .....	5
I. Présentation de l'ONG CREDO .....	6
1.1. Origine.....	6
1.2. Vision .....	6
1.3. Mission.....	6
1.4. Valeurs .....	6
1.5. Objectifs de l'ONG .....	7
1.6. Groupes cibles de CREDO.....	7
1.7. Domaines d'intervention .....	7
1.8. Zones d'intervention.....	8
1.9. Stratégie d'intervention .....	9
1.10. Organigramme.....	9
1.11. Siège social et identité bancaire .....	10
II. Contexte d'intervention de CREDO .....	10
2.1. Présentation sommaire du Togo .....	10
2.2. Présentation sommaire de la Région Maritime.....	16
2.3. Présentation sommaire de la préfecture de Yoto .....	20
III. Bilan des activités.....	24
3.1. Dans le domaine de l'éducation .....	24
3.2. Dans le domaine de la formation professionnelle .....	27
3.3. Dans le domaine de la santé .....	35
3.4. Dans le domaine d'adduction d'eau potable.....	35
3.5. Dans le domaine de l'environnement.....	38
3.6. Dans le domaine humanitaire et de la protection sociale .....	38
IV- Conclusion/perspectives .....	39

## Introduction

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion est aujourd'hui l'un des défis majeurs qui se pose aux pays africains en général et au Togo en particulier. En effet, même si la mobilisation des acteurs est indéniable, les indicateurs du développement économique et humain sont encore loin de ceux que l'on peut espérer.

Avec un PIB par habitant (en parité du pouvoir d'achat) de seulement 798 US \$, le Togo est l'un des pays les plus pauvres en Afrique de l'Ouest. Par contre, l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) le place au 162<sup>ième</sup> rang, mieux que la plupart de ces mêmes pays voisins monétairement plus riches. De plus, la pauvreté monétaire a peu bougé au cours de ces dernières années. Selon la dernière étude sur le profil de pauvreté<sup>1</sup>, l'incidence de cette dernière a légèrement diminué au cours des dernières années passant de 61,7% en 2006 à 58,7% en 2011. Par contre, l'utilisation du seuil de pauvreté « alimentaire » révèle une augmentation de la pauvreté extrême de 28,6% à 30,4% durant la même période. Eu égard aux défis économiques et sociaux à relever par le Togo, il est évident que seule la conjugaison des efforts d'acteurs divers pourra permettre d'atteindre les objectifs que l'Etat s'est fixé dans la perspective de l'atteinte des OMD et la réalisation de son ambitieuse SCAPE qui vise à asseoir les bases d'une croissance nécessaire à l'investissement dans le capital humain. Dans cette optique, les ONG sont appelées, comme elles le font depuis des années déjà, à jouer un rôle primordial.

C'est dans ce contexte que se situe l'action de l'ONG Centre de Recherche et d'Etude pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion (CREDO) qui a son siège à Lomé.

Créée depuis le 07 août 2000 à Lomé sous le numéro n°186/MPD/2000, elle est au centre même du développement communautaire. CREDO est installée à Lomé, à Baguida et principalement dans la préfecture de Yoto. Elle est née sur initiative d'un Philanthrope, Mécène, Humaniste, EDOH Kossi Barthélemy qui assume la présidence du Conseil d'Administration. Elle travaille en partenariat avec l'ONG allemande Mutter kind Projekt qui milite en faveur de la cause de la mère et de l'enfant. Pour mesurer le travail accompli et évaluer les acquis, elle se propose de faire le bilan à chaque étape et surtout à la fin de l'année. L'objectif des bilans annuels est d'évaluer les activités réalisées, les difficultés rencontrées et les leçons apprises de l'année écoulée afin de mieux planifier les actions de l'année suivante.

Le présent document fait donc le bilan des activités réalisées depuis la création de CREDO et s'articule autour des points suivants : Présentation de CREDO, contexte d'intervention de CREDO, bilan des activités, perspectives et bilan financier.

---

<sup>1</sup> DGSCN, 2012, Togo : Profil de pauvreté 2006-2011

# **I. Présentation de l'ONG CREDO**

## **1.1. Origine**

Il n'est un secret pour personne que la pauvreté constitue le plus grand fléau dont les peuples essaient, depuis la nuit des temps, de s'affranchir. C'est dans l'esprit de les y aider afin de les délivrer durablement, voire définitivement de la misère, que des hommes de foi et de bonne volonté se sont engagés depuis les années 1984 à les accompagner à travers des actions telles que la construction d'école, de maternité, de puits, d'exploitations agricoles, etc. D'abord de façon anonyme, ils vont ensuite créer l'Association La Grâce qui deviendra plus tard, c'est-à-dire à partir du 07 août 2000 sous le numéro n°186/MPD/2000, l'ONG CREDO (Centre de Recherche et d'Etude pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion).

L'ambition de l'organisation CREDO est de sauver les hommes de misère physique, matérielle, psychologique, morale ; mais aussi et surtout de les délivrer des forces du mal et de les conduire inexorablement vers la joie de vivre, la paix profonde, la volonté de vaincre, l'abondance, l'amour partagé et l'autopromotion.

## **1.2. Vision**

La vision de l'ONG CREDO est de voir émerger une société organisée dans laquelle les communautés et populations vulnérables vivent dans l'harmonie et œuvrent de façon libre et responsable pour un développement humain durable.

## **1.3. Mission**

Pour matérialiser cette vision, CREDO s'est donc donné comme mission de «Contribuer au développement durable des populations vivant en milieu rural et urbain au Togo par des actions d'appui à l'accès aux services sociaux et économiques de base ».

## **1.4. Valeurs**

Les valeurs que promeut l'ONG CREDO sont :

**Humanisme** : le don de soi et l'esprit de partage et d'entraide sont le fondement des interventions de l'ONG CREDO.

**Responsabilité** : réaliser avec efficacité et probité les objectifs qu'elle s'est assignée, telle est l'aspiration majeure de l'organisation ;

**Excellence** : Participer au développement par un esprit orienté sur la performance et visant l'idéal.

**Esprit d'équipe et de partage** : nous avons conscience au CREDO de la nécessité de complémentarité de nos acquis individuels aussi bien immatériels que matériels pour la performance et la viabilité institutionnelles.

**Communication et transparence** : le devoir de rendre fidèlement compte tant en interne qu'à l'externe et les échanges de vue et d'expériences constituent des valeurs qui sous-tendent nos actions.

## **1.5. Objectifs de l'ONG**

L'ONG CREDO vise à :

- Promouvoir les échanges entre les hommes,
- Consolider l'union et la paix entre les hommes,
- Lutter pour la promotion de la mère et de l'enfant,
- Lutter contre la misère, la pauvreté et les inégalités,
- Renforcer les principes de Droit et Développement,
- Encourager la religion d'un développement humain durable,
- Promouvoir la Recherche Action Promotion.

## **1.6. Groupes cibles de CREDO**

CREDO vise essentiellement :

- Les GPO (les groupes de personnes organisées) : les ONG, les CVD et CDQ, les Coopératives ;
- Les groupes vulnérables : les enfants, les femmes, les jeunes handicapés déshérités.

## **1.7. Domaines d'intervention**

Pour atteindre ses objectifs, CREDO œuvre dans les domaines suivant :

- Santé, Nutrition et Eau
- Education
- Gestion de l'Environnement
- Humanitarisme et protection sociale

- **Santé et Nutrition**

Ce domaine est essentiellement axé sur l'éducation pour l'adoption de meilleurs comportements en matière de santé et de nutrition notamment la promotion de l'hygiène et l'assainissement, la prévention des IST/VIH/SIDA, du paludisme, la promotion d'une bonne hygiène alimentaire et autres à travers le renforcement des capacités des acteurs, la mobilisation communautaire, la réalisation d'unité publique et sanitaire, l'adduction d'eau potable.

- **Education**

Ce volet prend en compte l'appui à :

- L'organisation et au renforcement des acteurs locaux de promotion de l'éducation. notamment des clubs d'enfants, des groupes d'hommes et de femmes.
- La dotation de salles de classe.
- La réinsertion des jeunes ayant abandonné le système scolaire à travers la promotion de la formation professionnelle.

- **Gestion de l'Environnement**

Dans ce domaine CREDO œuvre pour la mise en place et la sauvegarde des espaces verts à travers l'appui à l'organisation et au renforcement des Comités de promotion et de Protection de l'Environnement. Ce volet est d'autant plus important que la zone d'intervention de l'ONG CREDO, la Région maritime, connaît une intense activité minière qui a des conséquences dommageables importantes sur l'environnement physique. Il s'agit notamment des carrières d'exploitation de phosphate, de clinker et des usines de production du ciment dont les effets pervers ne sont plus à démontrer.

- **Humanitarisme et protection sociale**

CREDO est au service du bien et du bonheur des communautés. A ce titre, elle mène des actions de bienfaisance efficaces et est toujours soucieuse de l'intérêt des populations locales et de l'utilité sociale de ses actions.

## **1.8. Zones d'intervention**

CREDO intervient essentiellement dans la Région maritime, précisément à Lomé et ses environs, dans la préfecture de Yoto (Tabligbo, Abossehoé, Essè-Ana, Sèdomé, etc.)

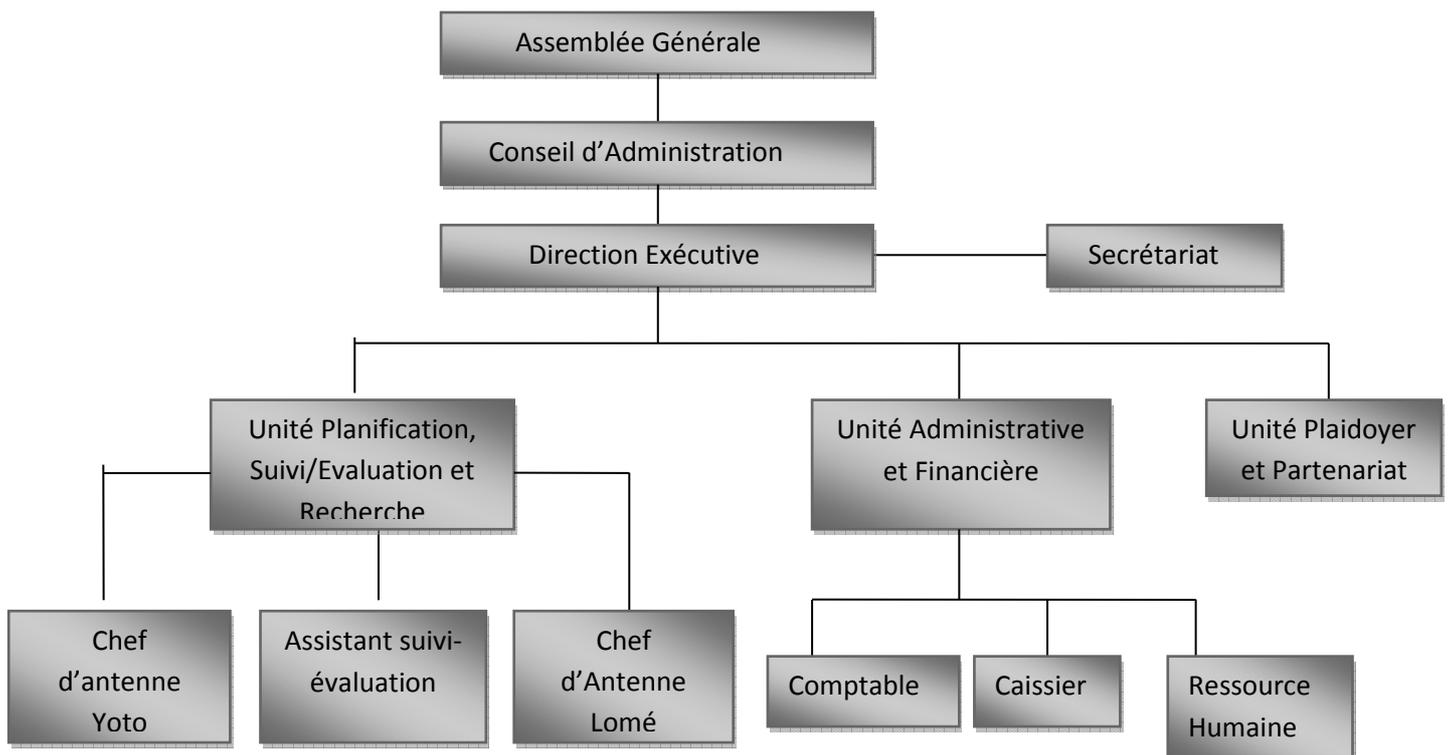
## 1.9. Stratégie d'intervention

L'ONG CREDO s'appuie sur le développement du partenariat avec l'ONG allemande MUTTER KID PROJEKT, les acteurs communautaires, les services techniques de l'Etat et les ONG, les Comités de gestion des églises de façon à créer une synergie pour la durabilité des actions de développement.

Le Centre de Recherche et d'Etude pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion (CREDO) entretient en outre des relations de collaboration avec les autorités politiques et administratives, les autorités traditionnelles et religieuses, les services techniques de l'Etat notamment les Directions préfectorales de la Santé, de l'Action Sociale, de l'Environnement, des Inspections de l'Enseignement Préscolaire et primaire, de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Jeunesse des Loisirs et des Sports et particulièrement avec le **CRETFP**.

## 1.10. Organigramme

### Organigramme CREDO



## **1.11. Siège social et identité bancaire**

**Siège :** le siège de l'ONG se trouve à Lomé dans la Zone portuaire

B.P : 3546 Lomé-TOGO

Tel. +228 22 71 03 32 Fax : +228 22 27 84 91 cel. +228 90 04 34 75

Email : [ongcredo@yahoo.fr](mailto:ongcredo@yahoo.fr)

**Compte Bancaire** N°34706114-56 BIA TOGO

## **II. Contexte d'intervention de CREDO**

L'ONG CREDO intervient au Togo et plus précisément dans la région maritime, notamment dans les préfectures du Golfe (y compris Lomé) et de Yoto.

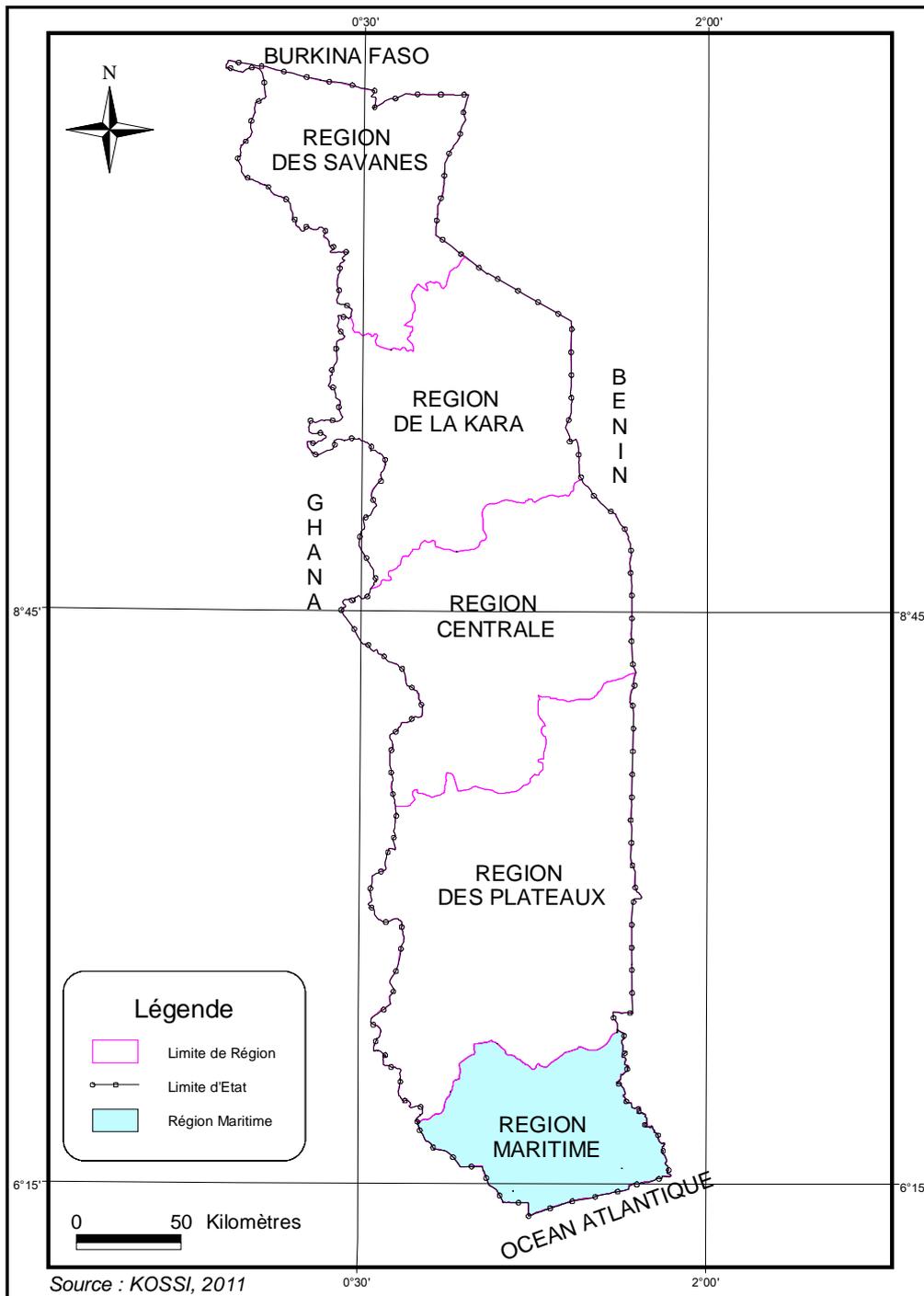
La présente partie vise à décliner le contexte physique, politique, social, culturel et économique dans lequel se situent les actions de l'Organisation. C'est d'ailleurs ce contexte marqué par une forte prévalence de la pauvreté qui justifie l'intervention, aux côtés de l'Etat, d'acteurs non étatiques à l'instar de CREDO.

### **2.1. Présentation sommaire du Togo**

#### **2.1.1. Aperçu historique, évolution politique et organisation administrative**

Ancienne colonie allemande, passée sous le mandat de la Société des Nations (SDN) en 1919 puis sous la tutelle de l'ONU en 1947, le Togo a accédé à la souveraineté internationale le 27 avril 1960.

Carte n°1: Profil administratif du Togo et focus sur la région maritime (zone d'étude)



Sur le plan administratif, le Togo est divisé en cinq régions administratives : la région Maritime, la région des Plateaux, la région Centrale, la région de la Kara et la région des Savanes. La commune de Lomé tend à être considérée comme une région administrative. Chacune de ces régions est subdivisée en préfectures. Le Togo en compte aujourd'hui trente cinq (35) et une (01) sous-préfecture (Mô).

### **2.1.2- Cadre biophysique**

Le Togo est un pays de l'Afrique de l'Ouest situé entre les 6° et 11° de latitude Nord et entre 0° et 2° de longitude Est. Avec une superficie de 56 785 km<sup>2</sup>, il est limité par le Ghana à l'Ouest, la République du Bénin à l'Est, le Burkina Faso au Nord et le Golfe de Guinée au Sud. Il s'étire sur 600 km à vol d'oiseau de l'Océan Atlantique au Sud jusqu'au Burkina Faso au Nord.

Le pays présente deux types de climats : le climat guinéen ou subéquatorial entre le 6° et le 8° degré de latitude Nord et le climat tropical soudanien entre le 8° et le 11° de latitude Nord. Les températures moyennes sont comprises entre 22° et 32°. La pluviométrie varie entre 850 et 1800 mm d'eau par an.

Le Togo est traversé par une chaîne de montagnes de direction Nord-Est / Sud-Ouest de part et d'autre de laquelle s'étendent les plaines du Mono (à l'Est des Monts Togo) et de l'Oti (au Nord des Monts Togo). Cette chaîne atteint ses plus hautes altitudes au Sud dans le Kloto avec le Mont Agou (986m).

Le réseau hydrographique du Togo est constitué par le fleuve Oti (467km) et ses affluents (le Koumongou, la Kara et le Mô), le fleuve Mono (560 km) qui longe le pays du centre au Sud avec ses principaux affluents (Anié, Amou, Ogou), les fleuves Zio et Haho au Sud, le Lac Togo et bien d'autres. De par l'origine de ses roches et les nuances de son climat, le Togo présente une gamme de sols qui le prédisposent à une grande variété de cultures. Pays de savane, on y trouve néanmoins des végétations forestières sur les montagnes et le long des cours d'eau.

La végétation est caractérisée par les forêts mésophiles sur la partie méridionale des monts Togo, les forêts sèches sur la partie septentrionale des Monts Togo, les savanes guinéennes dans la plaine du Mono, les savanes soudaniennes qui s'étendent au Nord des Monts Togo et les forêts-galeries le long des importants cours d'eau (Mono, Oti et Mô).

### 2.1.3. Population

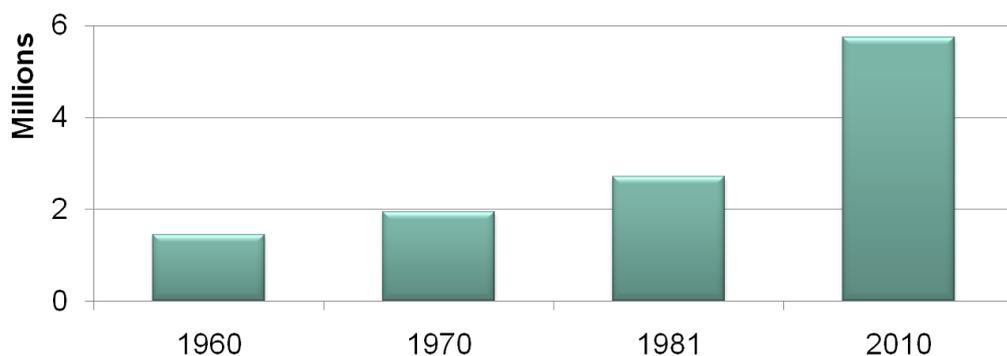
#### 2.1.3.1- Le peuplement

Le Togo est habité depuis le Néolithique comme l'attestent les données archéologiques notamment dans le Nord du pays (Dapaong). Les fouilles microlitiques dégagées par les chercheurs sont datées de 2600 avant Jésus Christ (Gayibor et *al.*, 1997 : 44).

#### 2.1.3.2- Les indicateurs démographiques

Les indicateurs démographiques présentés ici sont des données issues des résultats provisoires du Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH4) réalisé en 2010. Au niveau national, il a été dénombré 6 191 155 habitants au Togo en novembre 2010, soit 3 009 095 hommes et 3 182 060 femmes représentant respectivement 48,6% et 51,4% de la population totale. En d'autres termes, on compte environ 95 hommes pour 100 femmes.

#### Graphique n°1 : Evolution de la population du Togo de 1960 à 2010



Source : DGSCN, RGPH4, 2010.

De 1960 à 2010, soit en un demi-siècle, la population résidente au Togo a été multipliée par 4. Entre 1981 et 2010, sur la base des résultats du RGPH4, le taux de croissance moyen annuel est de 2,58%.

#### 2.1.4- Les indicateurs socioculturels

Le Togo est habité par une multitude de peuples. Le recensement de 1981 a permis de dénombrer 38 ethnies que l'on peut classer en environ 7 groupes géographiques de taille très inégale. La langue officielle du Togo est le français. Les langues nationales sont l'Ewé et le Kabyè. Toutes les langues parlées dans le pays sont du groupe Niger-Congo et se répartissent sur deux aires géolinguistiques distinctes notamment une aire méridionale de l'ensemble « Kwa » et une aire septentrionale de l'ensemble « gur » ou voltaïque.

On compte au Togo trois grands courants religieux : l'animisme (religions traditionnelles, 59%), le christianisme (catholique 22%, protestantisme 7%) et l'Islam (12%). (Gayibor et *al.*, 1997).

## **2.1.5- Les indicateurs de développement socio-économique**

### **2.1.5.1. Evolution du système de planification du développement au Togo**

Dès les années 1960, le Togo a mis en place un mécanisme de gestion prévisionnelle de son économie. Il s'agissait d'une planification quinquennale du développement économique et social. La conjoncture économique qui a prévalu au début des années 1980 et les exigences des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) avaient amené le Togo à suspendre l'exécution du quatrième et dernier plan quinquennal en 1983. A ces plans a succédé un système moins rigide de programmation-budgétisation glissant à l'horizon de trois ans intitulé Programme d'Investissement Public (PIP).

Le gel de la coopération entre le Togo et les bailleurs de fonds au début des années 1990 et la faible mobilisation des ressources internes ont réduit les politiques économiques de l'État à une gestion courante des finances publiques sans référence aux grands équilibres macroéconomiques. Le rôle de coordination des activités de gestion économique par l'État s'est émoussé. Des changements institutionnels trop fréquents ont réduit l'efficacité de gestion et de supervision des politiques de l'État. Il en a résulté un problème de définition des priorités surtout au niveau de l'élaboration et de l'exécution des budgets. Une confusion persistante entre les attributions de postes technique et politique au sein de l'administration empêche une rationalisation de la gestion économique de l'État.

La prévision économique de long terme s'est estompée avec les plans quinquennaux. Bien qu'elle ait ses limites, la planification quinquennale permettait de suivre l'évolution de l'économie et de faire des programmations dans le temps. Les limites venaient du fait que les projets, développés de façon centralisée, tenaient très peu compte des réalités sociologiques et culturelles des populations bénéficiaires. Au-delà, le manque de coordination et de concertation entre les élaborateurs et les exécuteurs des projets a souvent dévié les résultats des objectifs.

Toutefois, des stratégies sectorielles à horizons divers ont été élaborées et mises en œuvre par les services techniques. Aussi, l'élaboration récente d'une Stratégie Nationale de Développement à Long Terme axée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement

(OMD) et du Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté (DSRP-C) adopté en juin 2009 avec l'appui des partenaires techniques et financiers et qui est le cadre de référence de toutes les interventions des acteurs du développement, constitue-t-elle une avancée en direction de la relance de l'économie nationale.

La stratégie complète est déclinée d'une part, en un Programme d'Actions Prioritaires (PAP) relié aux cadres sectoriels et multisectoriels de planification et de programmation et d'autre part, en un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) relié aux Cadres Sectoriels de Dépenses à Moyen Terme (CSDMT) et aux budgets programmes.

#### **2.1.5.2. Des indicateurs sociaux**

Après quelques années de forte croissance au milieu des années 1970 et 1980, l'économie togolaise est rentrée en récession à la fin de la décennie 1990 et au début de la période 2001-2010. De 1998 à 2001, la croissance a été négative. Elle est redevenue positive de 2002 à 2008 mais est demeurée globalement faible avec cependant un frémissement en 2006 (la croissance forte de 2003 comporte une forte dose de rattrapage après les récessions de 2000, 2001 et 2002). Le taux de croissance (en volume) est passé dans le rouge à -2,2% en 1998 et à -1,9% en 2000. En 2002, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,2 % contre -0,3 % en 2001 (Source: UEMOA/BCEAO, 2002). Certes, on observe une relance de la croissance, qui est passée de 3.9 % en 2011 à 4,2% en 2012 et qui passera, selon les prévisions, à 4,4% en 2013.

Mais cette performance est très éloignée de l'objectif de 7% fixé par le Programme d'action de Bruxelles et traduit une importante insuffisance dans la création de richesses nécessaires à l'accroissement du niveau de vie des populations et à la réduction de la pauvreté. Le niveau de pauvreté demeure très élevé au Togo. Selon l'enquête QUIBB (DGSCN, 2011), l'incidence de la pauvreté est de 58,7%.<sup>2</sup>

Les caractéristiques de la pauvreté au Togo montrent qu'elle touche surtout les milieux défavorisés. La pauvreté est beaucoup plus répandue en milieu rural avec une incidence de 73,4% qu'en milieu urbain où l'incidence est de 36,7% ; et elle touche plus les ménages de grande taille. L'état de santé et d'invalidité des membres du ménage, les facteurs de production dont dispose le ménage, l'accès aux infrastructures d'éducation, de santé et de

---

<sup>2</sup>- L'incidence de la pauvreté désigne le pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté.

transport, le niveau d'éducation du chef de ménage surtout si c'est une femme, sont autant de facteurs qui influent sur l'incidence de la pauvreté.

L'analyse de la vulnérabilité, qui mesure la probabilité de demeurer ou de devenir pauvre, montre que les enfants constituent la couche la plus vulnérable de la population. Par ailleurs, la prévalence du SIDA et les catastrophes naturelles (inondations) qui touchent déjà les populations les plus pauvres concourent à l'augmentation du taux de vulnérabilité.

L'évolution de l'Indicateur de Développement Humain (IDH) qui, après une croissance continue depuis 1985, a commencé à décroître en 2000 passant de 0,521 à 0,512 en 2005, confirme l'aggravation de la pauvreté au Togo. Par ailleurs, le second rapport de suivi des OMD montre que seuls deux objectifs (l'éducation primaire pour tous et la lutte contre le SIDA) peuvent être atteints à l'horizon 2015, et ce, au prix d'efforts soutenus. Cette situation constitue une régression par rapport au premier rapport de 2003 où le nombre d'objectifs potentiellement accessibles étaient de trois, le troisième étant « l'amélioration de la santé maternelle ».

L'une des raisons fondamentales de la faible performance économique et de l'aggravation concomitante de la pauvreté au Togo est la faiblesse des investissements, notamment de l'investissement public. Le taux d'investissement a été en moyenne de 15% entre 2001 et 2008, largement inférieur à l'objectif de 25% du programme d'action de Bruxelles. Le taux d'investissement public ressort à 3% sur la même période. Cette faiblesse extrême de l'investissement public affecte surtout le secteur des infrastructures et les secteurs sociaux qui jouent un rôle fondamental en matière de croissance et de lutte contre la pauvreté.

## **2.2. Présentation sommaire de la Région Maritime**

### **2.2.1. Cadre géographique et administratif**

La région maritime s'étend sur environ 320 km dans l'océan et au delà de 50 km dans le continent. La superficie est d'environ 6395 km<sup>2</sup> soit 11,2% du territoire national. Elle concentre environ 45% de la population du Togo et 63% de la population urbaine. La concentration des services centraux et des activités économiques, industrielles (plus de 90% des industries) et commerciales à Lomé, fait de la zone littorale un pôle d'attraction des mouvements migratoires.

Elle est subdivisée en six (7) préfectures et est constituée de 70 cantons, 526 villages et 5025 fermes et hameaux totalisant 2 398 915 habitants soit 308 hbts/km<sup>2</sup>.

Par rapport aux autres régions, elle offre la particularité de servir de point d'ouverture de l'ensemble du pays sur l'océan Atlantique.

### 2.2.2. Population

La préfecture du Golfe y compris Lomé, concentre plus de 50% de la population sur à peine 5% de la superficie totale de la zone du littoral.

La région maritime présente une importante croissance urbaine et une population rurale dans ses parties sud. Le taux d'accroissement annuel moyen de la population est de 3,3%. Il est de 4,4% dans les zones urbaines et de 2,4% dans les zones rurales. La croissance de Lomé est de 6,6% par an. Ainsi en dehors de la préfecture du Golfe, la proportion de la population urbaine des autres préfectures (Lacs, Vo, Yoto, Zio, Bas Mono et Avé) est très faible. Plus de 90% de la population de ces préfectures sont des ruraux.

**Tableau 1** : Répartition de la population de la Région Maritime sans Lomé par milieu de résidence selon la préfecture

Préfecture	Milieu de résidence		Total
	Urbain	Rural	
Golfe sans Lomé	597 862	83 834	681696
Lomé Commune	750 757	-	750 757
Lacs	23 131	137 860	160 991
Bas-Mono	8 386	74 777	83 163
Vo	16 012	179 233	195 245
Yoto	22 318	135 108	157 426
Zio	51 989	224 467	276 456
Avé	4 138	89 043	93 181
Total Maritime sans Lomé	723 836	924 322	1 648 158
TOTAL GENERAL (+Lomé-C)	1 474 593	924 322	2 398 915

La répartition par tranche d'âge de la population montre que la zone est dominée par la tranche d'âge de 15 à 54 ans. La tranche d'âge de 55 ans et plus est faiblement représentée.

### 2.2.3. Ethnies, langues, religions et cultures

Les groupes majoritaires qui peuplent la Région maritime sont formés des Adja, Ewé, Ouatchi et Mina (95% de la population). La zone offre une palette multiethnique composée de l'ensemble des ethnies du pays et de la sous-région.

Les langues locales dominantes sont l'éwé et le mina. Cependant, le système éducatif et l'ouverture de la zone sur le monde en font la zone multi-linguistique du pays. Il est alors parlé et écrit toutes les langues du pays, notamment à Lomé, qui de part son caractère de capitale politique et économique, concentre la plupart des échanges et brassages de civilisations et de cultures.

Les religions dominantes sont l'animisme (religion traditionnelle), le christianisme (catholicisme, protestantisme etc..) et l'islam. Les religions monothéistes, chrétiennes et l'islam construisent souvent des édifices pour leurs lieux de culte.

Les pratiques de l'animisme amènent les adeptes à construire des couvents qui sont aménagés en places de cérémonies, en statuettes et considèrent selon les cas, les éléments de la nature comme des objets sacrés (rochers, arbres, forêts, eaux etc...).

#### **2.2.4. Cadre économique**

L'économie de la région maritime est essentiellement basée sur les activités de production de biens et de services des secteurs primaires (agriculture, élevage, pêche, exploitation et chasse), secondaires (industrie extractive, industrie manufacturière, etc....) et tertiaires (transports, services, commerces, banques...).

La zone du littoral constitue pour le pays, la région de prédilection des activités des secteurs secondaires et tertiaires.

##### **2.2.4.1. Activités du secteur primaire**

Le secteur primaire assure à la région la production des biens de consommation liés à l'alimentation, à l'énergie et aux besoins de construction.

L'agriculture, ressource très importante dans l'économie du pays, occupe environ 60% de la population. Les zones de production restent caractérisées par des cultures en fonction de la qualité du sol. On distingue deux grands types de culture : les cultures vivrières et de rente.

Ces différentes cultures dépendent de plusieurs paramètres : la diversité, l'adaptation aux conditions micro-locales, les situations particulières des exploitants etc. Les zones de cultures vivrières sont disséminées dans toute la région. Les données de production varient chaque année en fonction des conditions climatiques et des moyens mis en œuvre. Les résultats agricoles permettent de distinguer différentes zones de production vivrières : céréales (maïs, le riz), tubercules (igname, manioc), légumineuses (haricot, arachide) et fruits (production très faible).

La préfecture du golfe se distingue particulièrement par les zones de cultures de maraîchage qui s'étendent le long de la plage. La bande côtière est aussi le lieu d'une agriculture urbaine qui produit des légumes.

Les principales cultures de rente sont : le palmier à huile, le ricin, le cocotier, le coton, etc. Dans cette zone les vallées des fleuves sont des lieux de cultures irriguées, de maraîchage et de production de canne à sucre.

L'élevage, la deuxième activité du secteur primaire, est de type traditionnel extensif en dehors de quelques fermes avicoles modernes et est destiné au marché local. Le système agropastoral utilisé dans l'élevage comporte plusieurs variantes dont l'élevage traditionnel associé à la culture pluviale qui concerne la presque totalité des espèces élevées : bovins, ovins, caprins et animaux de basse-cour ; l'élevage traditionnel du type transhumance est peu courant

dans la région en raison de déficit en fourrages en saison sèche ; l'élevage sous palmeraies et sous cocotiers est courant dans la zone, avec les bovins et les petits ruminants.

En zone périurbaine, l'élevage de petites espèces (porc et volaille) est de type semi-intensif pour l'approvisionnement des populations en viande et oeufs.

La zone maritime est caractérisée par un potentiel halieutique peu important en raison de l'étroitesse de la côte et du plateau continental (environ 1500 km<sup>2</sup> de la côte jusqu'à l'isobathe 200 m) et de la faiblesse de l'influence de l'upwelling ivoiro-ghanéen sur les eaux togolaises. Les ressources pélagiques exploitables sont estimées à environ 19000 tonnes/an. Le littoral fournit plus de 85% de la production piscicole annuelle du Togo.

La chasse est une activité très marginale où elle demeure rurale et traditionnelle d'appoint. Le recule du couvert végétal, la diminution de la faune et les réglementations des conditions de chasse au niveau des aires protégées en ont fait une activité presque négligeable.

Les besoins de consommation en bois de chauffage et d'œuvre entraînent l'exploitation forestière qui n'épargne pas les forêts classées de Togodo, d'Eto et de Lilicopé étant donné que la principale source d'énergie utilisée est constituée des combustibles ligneux.

#### **2.2.4.2. Les Activités du secteur secondaire**

La zone du littoral (région maritime) concentre plus de 90% des unités industrielles de transformation du pays (industrie extractive, manufacturière..).

Ceci s'explique par ses atouts géographiques. En effet, par son ouverture sur l'océan avec le port en eau profonde de Lomé, elle constitue une porte de communication avec le reste le monde.

La zone littorale abrite deux grandes industries minières dont l'activité est basée sur l'extraction des matières du sous-sol et leur transformation sous forme de produits minéraux commercialisables.

Le minerai de phosphate est extrait des carrières de Hahotoé, Kpogamé, Dagbati et acheminé à Kpémé en vue de son traitement et de sa commercialisation.

Le minerai de calcaire extrait dans les carrières de Sika-Condji et destiné à fabrication de clinker et de ciment à Tabligbo (WACEM) et à Lomé (CIMTOGO).

Les activités de l'industrie extractive génèrent des ressources financières importantes au pays, mais se trouvent aussi être l'une des premières causes de dégradation et de perturbation des milieux écologiques dans la zone. En effet, l'exploitation du phosphate a engendré le déplacement de plusieurs centres de peuplement et la suppression d'importantes zones de culture.

Dans la région, il existe d'autres formes d'industries extractives, de taille plus petite et de forme semi-industrielle ou artisanale, liées au secteur du bâtiment et des travaux publics. Il s'agit des carrières de terres argileuses, de sable silteux et de graviers.

Quant à l'industrie manufacturière, elle va de l'agro-alimentaire, la métallurgie, le bois à la transformation minière. La contribution de cette activité de production à l'économie nationale est très importante. Elle s'est renforcée par la création d'une zone franche industrielle en 1989 dont les produits à 80%, sont destinés à l'exportation. Dans l'économie industrielle, il existe deux types d'installation : hors zone franche (HZF) et sous zone franche (SZF). Cependant, les activités et les impacts environnementaux restent très dépendants de la nature et du poids de l'industrie installée.

#### **2.2.4.3. Les activités du secteur tertiaire**

Les activités du secteur tertiaire constituent environ 46% du PIB. Le commerce représente, presque 53% de ce PIB et occupe une proportion de plus en plus importante de la population active, surtout les femmes. Le secteur informel y joue un rôle de premier plan. Les activités échappent pour la plupart aux statistiques douanières et mettent à disposition des habitants de la zone du littoral toutes les formes de produits manufacturiers d'origine différentes (Afrique, Asie, Europe etc....).

En dehors des grandes sociétés commerciales, les marchés sont des lieux d'intenses échanges commerciaux aussi bien de produits alimentaires que manufacturiers. Les produits pétroliers consommés au Togo et dans toute la zone littorale sont importés par les sociétés qui assurent dans la quasi-totalité leur distribution (Shell, Texaco, Total, etc....). D'autres commerçants assurent la distribution de certains produits à partir d'un approvisionnement sur les marchés du Bénin, du Nigeria et du Ghana.

La fonction centralisatrice de Lomé, qui est à peine à une heure des autres centres du littoral, lui confère un rôle de place de banque et des sociétés d'assurance.

Le transport occupe une place importante dans l'économie de la zone du littoral tant pour le trafic passager, marchandise que minier. On distingue trois types de transports : le transport par voies d'eau (maritime, fluvial et lagunaire), le transport aérien et le transport terrestre (routier et ferroviaire).

### **2.3. Présentation sommaire de la préfecture de Yoto**

La Préfecture de Yoto est l'une des zones d'intervention de l'ONG CREDO. Située au Nord Est de la région Maritime, la préfecture de Yoto est limitée au nord par la préfecture de Haho (Région des Plateaux) au sud par les préfectures des Lacs et Vo, à l'est par la République du Bénin et à l'ouest par la préfecture du Zio. Elle couvre une superficie de 1.250 km<sup>2</sup> (soit 19,54% de l'étendue totale de la région) avec une population de 165 596 (DGSCN, 2010). Elle a une densité de 132hbts km<sup>2</sup>.

Sur le plan administratif, elle est administrée par un préfet nommé en conseil des ministres. Elle est subdivisée en 8 cantons : Ahépé, Gboto, Kouvé, Sédomé, Tabligbo, Tchékpo, Tokpli, Zafi. Le chef lieu de la préfecture est Tabligbo.

Sur le plan physique, la préfecture de Yoto est dominée par la plaine précambrienne et le plateau continental. Les sols sont caractérisés par les formations de sable argileux, de sols ferrugineux et de la terre de barre très dégradée. Les sols à potentialité moyenne sont aussi localisés dans la pénéplaine précambrienne et autour de Kouvé.

Le climat est de type équatorial guinéen avec deux (2) saisons sèches alternées par deux (2) saisons pluvieuses. La précipitation est variable entre 800mm à 1200mm an et de 60 jours à 90 jours de pluies annuelles. Les principaux cours d'eaux sont le Mono, le Yoto, le Haho. Deux grands vents soufflent sur la préfecture : l'harmattan et la mousson. La flore est composée de la forêt classée de Togodo sud (Nord Est de la préfecture), une forêt galerie en dégradation longe les cours d'eau ; la savane et la brousse herbeuse et arbustive, contient le fourré et des graminées diverses. La faune est composée de mammifères (buffles, phacochères, singes, biches, agouti etc.) et des rapaces de divers oiseaux ; la faune aquatique, distrait les touristes par ses crocodiles et les hippopotames).

On note dans la préfecture de Yoto des mouvements de population (migration) qui se font au rythme des saisons. Des mouvements internes se remarquent surtout par des déplacements de population vers les plantations pendant les saisons pluvieuses et au moment des récoltes. Aujourd'hui, on remarque un fort déplacement des populations vers la ville de Tabligbo en quête d'emploi auprès de l'usine WACEM. Le bassin de Yoto constitue un pôle d'attraction pour les populations septentrionales en quête de terres fertiles. On y trouve les kabyè, les lamba, les losso, les moba.

Sur le plan Socio – Economique la population de Yoto est essentiellement agricole plus de 85% en vivent. L'agriculture est liée aux facteurs climatiques : deux saisons (une petite et une grande) de pluies favorisent les cultures. Les techniques culturelles utilisées sont traditionnelles avec des outils rudimentaires (houes, daba, coupe - coupe) ; quelques gros producteurs utilisent la traction animale (paire de bœufs) et les motoculteurs sont chèrement loués.

Les principales cultures vivrières sont : le maïs, le manioc, le haricot, l'igname, la patate. La principale culture de rente est le coton cultivé dans le bassin de la rivière de Yoto et dans le bassin du Mono. Le palmier à huile constitue une source de revenue importante pour la population. Il sert à la préparation de l'huile de palme et à la distillation de la boisson locale : le Sodabi, alcool tiré du vin de palme.

Les paysans sont confrontés aux problèmes de stockage, de conservation des récoltes et de transport des produits. L'élevage est peu développé. Les principaux animaux sont les ovins, les caprins, les volailles, les porcins. Les marchés de Tabligbo et Gboto, de vocation régionale, sont les plus animés dans la préfecture. Les autres marchés: Tchékpo, Ahépé, Kouvé, et Zafi ont tous un régime inter-régional. Dans ces marchés, la plupart des hangars sont défectueux et en nombre insuffisant ; et les abris en matériaux précaires sont confrontés également au problème d'espace.

En termes d'infrastructures, à part Tabligbo, où il y a l'électricité dont l'extension reste insuffisante, les autres cantons et gros villages ne sont pas desservis. L'état du réseau routier dans la préfecture de Yoto est mauvais. Les routes sont dégradées et de praticabilité saisonnière aléatoire. Le problème d'eau se pose avec acuité dans la préfecture tant en milieu urbain que rural. L'hydraulique urbaine est gérée par la Régie des eaux du Togo (RNET) et ne couvre qu'une partie du chef lieu (Tabligbo) et quelques gros villages. Dans la préfecture de Yoto il y a seulement 2 (deux) châteaux d'eau (Tabligbo et Kouvé) et deux (2) bacs (Gboto et Tchékpo).

Le District sanitaire de Yoto est sous la responsabilité d'un directeur préfectoral de la santé médecin chef de l'hôpital. Il comprend un (1) hôpital de District au chef lieu du district de Tabligbo, deux (2) centres médico - sociaux (CMS) à Kouvé et à Ahépé, onze (11) dispensaires dont un confessionnel à Gboto Assigamé créée par l'OCDI, une (1) PMI, vingt (20) cases de santé créées par les ONG et un (1) poste de santé à l'usine WACEM à Tabligbo. Sur le plan éducatif, la situation scolaire de la préfecture de Yoto n'est pas satisfaisante ; elle reste l'une des préoccupations premières.

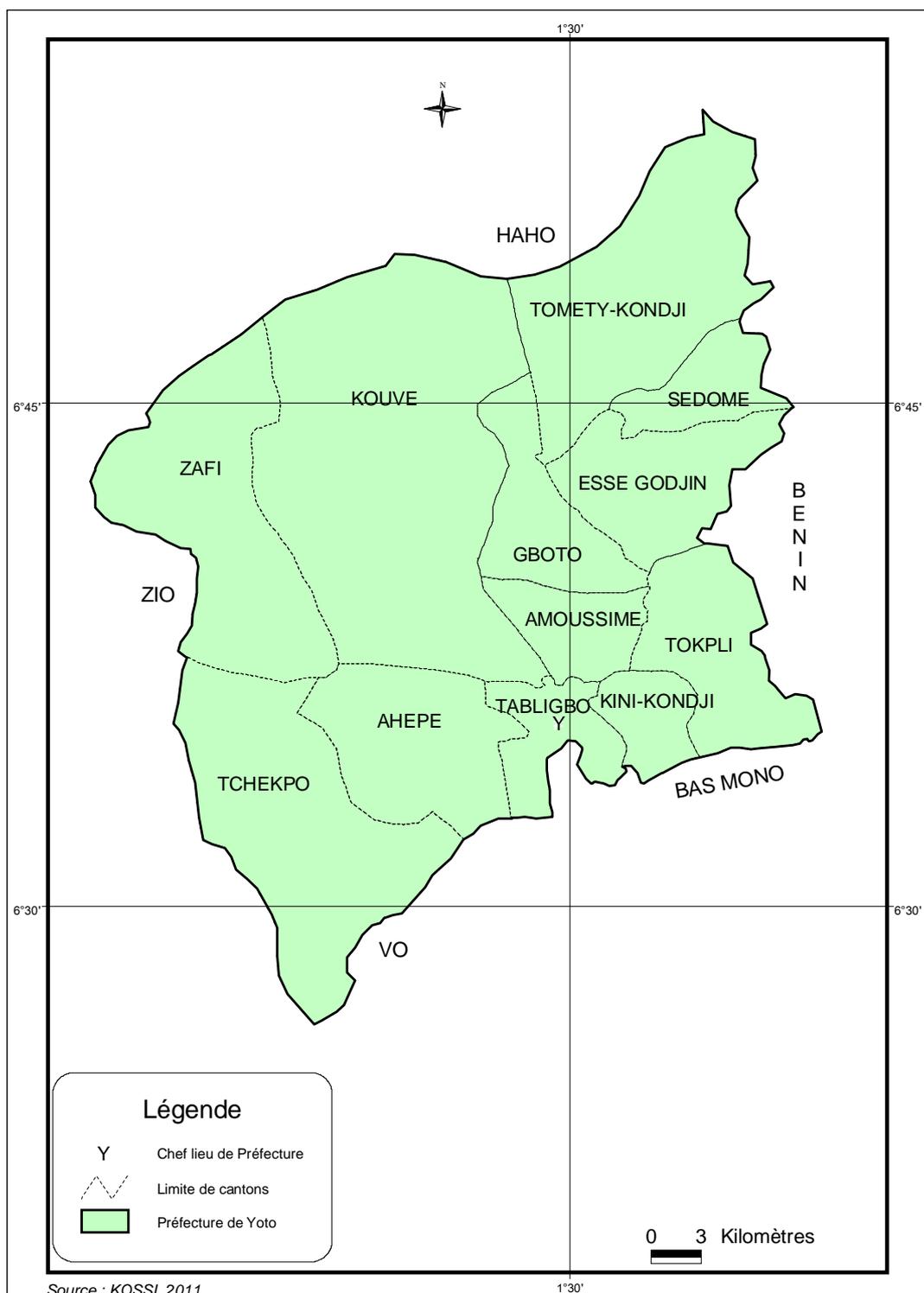
En dehors des problèmes inhérents au système éducatif dans la préfecture à savoir : un taux d'abandon et de redoublement élevé, l'insuffisance de personnel enseignant, le manque de matériel didactique, elle souffre particulièrement du problème d'infrastructure d'où la pléthore des salles de classe. Certains bâtiments sont en matériaux locaux qui résistent très peu aux intempéries amenant la déserte des salles de classes par les enseignants en saison de pluie.

L'organisation des structures d'encadrement communautaire existe dans presque tous les villages. Ce sont les CVD (Comité villageois de développement), USP (Unité de Soins Périphérique), COSAN (Comité de Santé), et COGES (Comité de Gestion). Mais il est à constater que plusieurs ne sont pas opérationnels. Elles n'existent que de nom. Des

groupements de femmes sont créés et encadrés par les affaires sociales et bénéficient de l'appui financier des associations mutualistes.

Tous les services administratifs nécessaires pour le fonctionnement d'une préfecture sont représentés. Ces services sont confrontés à des problèmes d'infrastructures et de fonctionnement : certains services sont abrités par des locaux baillés. La plupart des services se trouvent d'ailleurs à Tabligbo.

**Carte n°2: Carte de la préfecture de Yoto et de ses cantons**



### III. Bilan des activités

#### 3.1. Dans le domaine de l'éducation

L'éducation est un secteur prioritaire d'intervention de l'ONG CREDO. En effet, au Togo le système éducatif togolais, au cours des quinze dernières années, a été éprouvé par de fortes contraintes financières dues à la conjoncture socioéconomique qu'a connue le pays, doublée de la suspension de la coopération avec les principaux partenaires au développement. Cette situation, combinée à la forte demande de scolarisation, a eu pour conséquence, une dégradation des conditions d'enseignement et des difficultés d'ordre structurel importantes. Les principaux défis du secteur sont l'amélioration à l'accès de la scolarisation, de la qualité de l'enseignement et de l'efficacité interne et externe du système.

Dans ce domaine et suivant les objectifs poursuivis par le gouvernement, les actions des ONG se focalisent sur l'accroissement de l'accès et l'offre éducative, le renforcement des capacités des acteurs de l'éducation, les actions d'alphabétisation, le soutien en aide alimentaire etc.

La contribution de l'ONG CREDO au secteur éducatif s'est matérialisée par la construction et l'équipement d'écoles, notamment une école primaire de six classes, un orphelinat, un collège d'enseignement (rétrocédé à l'Etat).



Les élèves de CP1 et CP2 en plein cours sous les regards du directeur d'école



Les élèves de CE1 et CE2 en plein cours sous les regards de leurs enseignants



Les élèves de CM1 et CM2 en plein cours

En vue d'améliorer quantitativement et qualitativement les capacités d'accueil de l'EPL La Grâce d'Abosséhoé, une cérémonie de pose de première pierre pour la construction d'un bâtiment de 3 classes a été organisée le 30 novembre 2013 en présence d'une délégation de Mutter Kind Projekt.



Président du Conseil d'Administration



Représentant de Mutter Kind Projekt

Un chantier de trois (03) nouvelles classes (photo ci-contre) a été lancé en 2013 et permettra d'accroître la capacité d'accueil des élèves démunis de la localité d'Abosséhoé.



Chantier de trois classes à l'EPL la Grâce d'Abosséhoé

Les témoignages sont assez nombreux pour exprimer la pertinence des actions menées dans le domaine éducatif.

« Je remercie sincèrement l'ONG CREDO et son président fondateur pour tout ce qu'il nous a fait. Il a permis que aujourd'hui nous soyons élève de EPL CREDO d'Abosséhoè où les frais d'inscription sont très bas par rapport aux autres écoles. Nos enseignants aussi sont très bons et nous aident à apprendre beaucoup de choses pour notre avenir. Je suis très contente d'être dans cette école » **ADODO Ayawa Enyonam** élève en classe de CM2 de EPL d'Abosséhoè.



« Je ne sais comment remercier le Fondateur de l'EPL CREDO. Dans les écoles publiques ici, les enseignants envoient trop souvent les enfants dans les champs. Ici à l'école la Grâce, cela est interdit et nous sommes bien encadrés. Le Président même vient souvent nous voir pour nous encourager. Il fait souvent des cadeaux aux plus méritants. Moi je souhaite seulement qu'il construise un CEG pour que nous ne soyons pas obligés d'aller ailleurs après le CEPD. » Amèvi, un élève du CM2 de EPL d'Abosséhoè.



Les parents d'élèves aussi ne tarissent pas de reconnaissance à l'endroit de l'ONG CREDO pour son appui dans le secteur de l'éducation.

« CREDO est d'un grand secours pour la communauté. La construction de l'orphelinat fait que les mamans sont beaucoup plus sereines lorsqu'elles vaquent à leurs occupations. Un autre bâtiment est en construction pour agrandir l'école. A chaque rentrée CREDO nous offre des fournitures scolaires et les frais d'inscription » M. **Edoh Mawouto, Parent d'élèves.**



« Il n'est pas facile d'investir dans le développement. Si une autre bonne volonté pouvait secondar CREDO je pense que notre communauté irait plus de l'avant. Grâce aux actions de CREDO on ne voit plus les enfants en âge d'aller à l'école trainer dans les rues et mieux encore les enfants de 2 à 3 ans qui ne saurait répondre correctement à un bonjour. Notre village, le canton de Sédomè s'émancipe et évolue vers le progrès. Les parents s'adonnent librement aux activités des champs. Dans tout le Yoto, c'est seulement chez nous qu'il existe un orphelinat à part Tabligbo. CREDO accueille nos enfants et les prend en charge entièrement. Pour tout ce que CREDO fait pour nous, ne pouvons que souhaiter longue vie et prospérité à son président et espérer que d'autres actions suivent pour le bonheur de notre communauté. Notre souhait est que CREDO nous construise un CEG voire un lycée afin d'avoir un cycle complet » **M. KODJO Parent d'élève**



Le Directeur de l'EPL La Grâce se confie : « Le bilan de l'EPL est assez encourageant. En dix ans d'existence, l'école a permis de scolariser plus de 450 enfants de la localité. Le projet d'école est plus que pertinent dans nos milieux où, dans le public, les élèves sont occupés à des activités extrascolaires. Sur instruction du Fondateur, ce sont la qualité et la réussite scolaire qui sont promues dans notre école. A la fin de l'année, il vient distribuer des prix pour encourager les élèves et enseignants. Il invite les parents et des groupes folkloriques pour créer une synergie autour de l'éducation des enfants. L'ambition du Fondateur est que son milieu se développe. Et au vu de tout ce qu'il a accompli jusqu'ici, je puis affirmer qu'il est sur la bonne voie. Si nous avions ne serait-ce que 2 ou 3 personnes comme lui engagées pour le développement d'Abosséhoé, nous serions vite développés » (M. Kodjo Kossi, Dir. de l'EPL CREDO d'Abosséhoé).



En somme, dans le secteur éducatif, l'ONG CREDO a apporté un appui substantiel dans l'amélioration de l'offre éducative aux jeunes des localités de la préfecture de Yoto. Ces actions vont être renforcées dans les mois et années à venir afin d'accompagner plus efficacement l'Etat dans l'atteinte de l'objectif d'une Education Pour Tous au Togo.

### **3.2. Dans le domaine de la formation professionnelle**

Une des caractéristiques de la population togolaise est sa forte croissance. Selon les résultats du Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat réalisé en 2010, le taux de croissance de la population togolaise est de 2,84%. Aussi, l'une des implications majeure de cette forte croissance est-elle l'extrême jeunesse de la population.

L'examen de la structure par âge révèle que la population togolaise est jeune : 43,0% ont moins de 15 ans et seulement 3,3% sont âgés de 65 ans et plus. La population en âge de travailler (15-64 ans) est de 53,7%, cette dernière étant plus importante en milieu urbain (59,2%) qu'en milieu rural (50,0%).

Cette forte proportion des jeunes crée, comme on doit s'en douter, d'immenses défis en termes de prise en charge et particulièrement en termes de création d'emplois durables et de qualité. Or, au Togo, les effets conjugués du contexte macroéconomique des années 80 et 90, caractérisé par la mise en œuvre des Programmes d'Ajustement Structurel, la dévaluation du franc CFA et la crise politique qu'a traversée le pays, n'ont pas été favorables à la prise d'initiatives relatives à la réduction de la pauvreté et à l'emploi des jeunes. Dans ce contexte, il est aisé de comprendre que les questions d'emploi et d'insertion socioéconomique des jeunes préoccupent aujourd'hui les plus hautes autorités togolaises, comme en témoignent d'ailleurs les orientations données par le Chef de l'État et le Premier Ministre dans le discours-programme et dans la déclaration de politique générale du 2 juillet 2012.

Bref, la thématique de l'insertion professionnelle des jeunes connaît un regain d'intérêt depuis quelques années. Dans l'ensemble, le diagnostic de la situation a montré que l'inadéquation emploi formation constitue un handicap majeur à l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle. Dans 15,4% des cas, le chômage des jeunes est dû au type de formation qui n'est pas toujours adapté aux réalités et besoins du marché de l'emploi (MDBJEJ 2012).

Pour donc tirer avantage de la « prime démographique » dont dispose le pays, les ONG s'activent aux côtés de l'Etat pour offrir des formations professionnelles aux jeunes dans divers domaines à travers des projets d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans, l'appui à la création de micro-entreprises susceptibles de fournir leur propre emploi aux jeunes diplômés de la formation professionnelle, bref les projets destinés à promouvoir l'auto emploi et l'artisanat.

L'ONG CREDO fait justement partie de ces Organisations qui se battent offrir aux jeunes des alternatives éducatives et de formation en vue de leur insertion socioprofessionnelle et donc de leur affranchissement de la pauvreté.

Dans le domaine de la formation professionnelle, l'ONG a créé deux centres de formation en menuiserie moderne à Tabligbo et Lomé (Baguida) qui ont permis de former plus d'une dizaine de jeunes.



Photos du centre de formation en menuiserie de Tabligbo avec des jeunes en activité



Entrée du centre d'apprentissage en menuiserie moderne de Lomé (Baguida) avec un conteneur devant servir aux expositions des œuvres réalisées

La particularité de ces centres de menuiserie est l'utilisation presque exclusive de matériel et machines modernes. Les investissements dans ce sens pour offrir aux jeunes une formation de pointe sont assez impressionnants comme en témoignent les outils ci-dessous présentés.



Compresseur, affûteuse à lame de scie de rabot et circulaire, machines à multifonction, etc.



Presse, machine multifonction (scieuse, mortaiseuse, toupie), scieuse de grume



Les apprentis du centre et leur formateur



Les apprentis en pleine activité

Ci-dessous quelques réalisations des apprentis du centre de formation en menuiserie de Lomé.



Des chaises et portes sculptées fabriquées au centre de formation en menuiserie moderne de Lomé.

**Poyodi Essodom Stanislas**, responsable du centre de formation en menuiserie moderne de Baguida : « J'ai pris le relai du centre de formation le 16 décembre 2013. C'est un centre qui marche très bien malgré le fait qu'il soit sous exploité. Il dispose d'un équipement moderne. Les apprenants sont mieux outillés, comparer à d'autres structures de formation où les apprenants disposent de peu de machines. Ici tout se fait à la machine. Nous travaillons rarement à la main. C'est ce qui explique le modernisme du centre. Les conditions d'accès au centre sont très simples : une fiche de renseignement sur laquelle sont indiquées les conditions du centre, les frais d'inscription s'élèvent à 1500 FCFA ce qui ne signifie absolument pas grand-chose ; 03 mois d'essai au cours desquels le candidat doit prouver sa volonté et sa détermination de faire partie du centre. Si après les trois mois l'évaluation est concluante alors le postulant signe un contrat de trois ans. Après une année au centre, il s'inscrit au CRETFP pour les cours théoriques pour une durée de deux ans. Durant ces deux années il fait 03 semaines en atelier et une semaine au CRETFP. Tout ce ci concourt à un diplôme de l'Etat :



le CQP. De façon globale, je peux dire que ce centre est un atout majeur pour les jeunes qui aspirent à un avenir meilleur. »

L'apprenti Abel Avenyo confirme les propos de son patron :

« Je suis au centre depuis 2 ans. Mon papa avait travaillé par le passé avec le Fondateur. Et c'est ce dernier qui nous a informés de l'existence du centre. Après mon BEPC je suis donc venu ici. Ici, on n'utilise que les machines. Il n'y a pas d'outils manuels. On fait 3 semaines en atelier et 1 semaine au CRETFP pour la théorie. En 2<sup>ème</sup> année nous passons le CFA et après la 3<sup>ème</sup> année le CQP. Je suis très fier d'être dans ce centre qui répond vraiment à mes aspirations et attentes.

J'espère devenir un grand menuisier-entrepreneur à l'issue de ma formation. Je remercie l'ONG CREDO et son Fondateur pour leurs œuvres multiples en faveur de la jeunesse. »



Outre les centres d'apprentissage en menuiserie, l'ONG CREDO a également mis en place des centres de formation en couture et batik pour les jeunes filles des localités de Yoto et de Lomé.

Le centre de couture de dabalakondji a ouvert ses portes en Juin 2008. Il est à sa deuxième promotion. Il est situé au sein de l'église Pentecote à une trentaine de mètres du CEG de Dabalakondji. Il est actuellement géré par Tata Déborah qui porte une double casquette. D'une part elle assure le bon fonctionnement du centre en tant que première responsable, d'autre part elle est chargée de l'encadrement théorique et pratique de la formation.

La première session a débutée avec 10 apprenties qui au terme de 3 années de formation ont obtenu leur libération. La deuxième session quant à elle a commencée le 19 août 2013 avec 07 apprenants.

A Lomé comme à Tabligbo les conditions d'accès aux centres de formation sont identiques comme l'expliquent la Tata Déborah la gérante du centre :

« Les frais d'inscription au centre de formation s'élèvent à 1500 F. Trois mois d'essai sont nécessaires pour juger des dispositions et du sérieux du postulant. Si après cette période la candidate est jugée apte, elle signe un contrat de 03 ans dont les frais s'élèvent à 20 000 FCFA payables en trois tranches. La première tranche qui est de 7500F FCFA permet de confectionner deux tenues à l'apprentie, la deuxième de 7500 FCFA lui donne droit à une tenue et la troisième de 5000 FCFA lui permet d'avoir une tenue. A la fin des trois années de formation, les apprenants passent un examen professionnel de l'Etat : le CFA. A ce stade il faut payer 7000F de frais d'examen plus deux



photos d'identité et une naissance. Deux ou trois mois après le CFA, la cérémonie de libération est immédiate. Les apprenants contribuent à hauteur de trente mille francs (30 000 FCFA) dans l'octroi d'une machine à chaque maîtresse par l'ONG CREDO ».

Les clichés ci-après montrent la structure et les apprenantes du centre de formation et d'apprentissage de Lomé situé dans le quartier Dabalakondji (Bè kpota).



L'entrée du centre de formation de Dabalakondji et des apprenantes en activité sur leurs machines à coudre



Les apprenties du centre de Dabalakondji sous le regard de leur patronne

Centre d'apprentissage de dabalakondji, témoignage d'une apprentie couturière : « je suis très contente d'être au centre. Ma patronne prend le temps de bien expliquer les choses. J'ai déjà fait l'expérience malheureuse d'un autre centre. Ici je suis plus en confiance, j'apprends mieux et je suis confiante que j'irai jusqu'au bout cette fois-ci de ma formation.

Notre seul problème est que nous manquons de tissus d'entraînement, c'est avec du papier ciment que nous nous exerçons et cela peut se détériorer à tout moment ».



A Tabligbo, l'année 2013 a connu la libération de la 7<sup>ème</sup> promotion des jeunes filles du centre de formation artisanale La Grâce.

Créé en 2001, ce centre est actuellement à sa huitième promotion avec plus de 70 élèves formées au diplôme de CFA en couture et batik. Il est doté d'un foyer d'accueil qui loge et prend en charge gratuitement les apprenties sous la supervision de leur maîtresse.



Entrée et une façade du centre artisanal la Grâce de Tabligbo

Foyer d'accueil des apprenties



Les apprenties du centre artisanal de Tabligbo avec leur maîtresses et quelques unes de leurs œuvres



Quelques promotions issues du centre artisanal de Tabligbo.

### **Témoignage de la gérante du centre de formation de Tabligbo, Mme Kutuadu Charity**

« Le centre que je gère est une opportunité offerte à la communauté par l'ONG CREDO. Il a ouvert ses portes en 2001 avec plus de 70 élèves formées, cette promotion est la 8<sup>ème</sup>. Toutes nos élèves qui arrivent à terme s'insèrent facilement dans la vie active. Certaines se sont installées en Europe avec leur mari, d'autres à Lomé et d'autre encore à Tabligbo. Elles vivent décemment de ce métier et constituent en même temps une sérieuse



concurrence pour le centre (...) aucune de nos élèves n'est au chômage. La belle tenue que je porte est un des multiples cadeaux que me font celles qui ont eu l'opportunité de s'inscrire dans notre centre. Les clients apprécient notre travail (...). Les difficultés que nous avons au centre sont beaucoup plus liées à l'effectif, dues d'une part à la concurrence des autres centres et d'autre part aux élèves que nous formons. Pour pallier ce problème, nous avons soumis une doléance à CREDO de voir en concertation avec les autorités préfectorales et le chef canton la possibilité de recruter 02 filles par cantons ce qui reviendrait à 24 pour les 12 cantons de la préfecture de Yoto. Les structures existent déjà il faudrait les mettre en valeur par tous les moyens (...) Le centre est une école de formation, les droits d'entrée sont de 1500 FCFA et les frais de participation sont de 20 000 FCFA payables en trois tranches qui vont servir à confectionner les tenues pour l'élève. Comparer à d'autres structures où les frais varient entre 54 000 FCFA ou 70 000 FCFA je trouve que c'est presque gratuit encore que c'est l'ONG CREDO qui organise sans aucune contribution financière des parents la cérémonie de libération des apprenants (...) Après la cérémonie de libération les élèves contribuent à hauteur de 25 000 FCFA ou 30 000 FCFA pour avoir une machine et les autres outils de couture ».

**L'apprentie Djidula** atteste « .....certes j'aurais pu apprendre la couture dans d'autres centres mais les conditions de CREDO, la structure et le niveau de la formation font que je suis beaucoup plus à l'aise ici. Je ne peux que remercier le fondateur et ma maîtresse qui s'occupe de nous comme le ferait une mère. »



L'un des défis majeurs auxquels sont confrontés aujourd'hui les jeunes en Afrique et particulièrement au Togo est celui de leur insertion professionnelle. L'ampleur du chômage des jeunes demande la conjugaison des efforts des partenaires en vue d'offrir à ces derniers des possibilités de formation professionnalisante susceptible de faciliter leur insertion socio-professionnelle. A ce titre, l'ONG CREDO est un partenaire de premier ordre œuvrant aux côtés du Gouvernement togolais pour offrir aux jeunes les alternatives dont ils ont besoin.

### 3.3. Dans le domaine de la santé

Secteur transversal à tous les domaines d'activités, la santé fait l'objet de l'intervention de l'ONG CREDO. En effet, le renforcement du système de la santé a été l'une des préoccupations majeures de cette ONG.

A titre illustratif, le dispensaire du village d'Abosséhoé (photo ci-dessous) est l'œuvre de CREDO qui l'a ensuite rétrocédé à l'Etat pour sa gestion. L'effectif du centre est de quatre agents dont un infirmier d'Etat (major), une accoucheuse, une aide-accoucheuse et un gérant, ces derniers étant pris en charge par le COGES.

Néanmoins l'ONG CREDO continue par appuyer matériellement ce centre de santé. Dernière œuvre en date de 2013, l'électrification à partir des panneaux solaires qui permettent des prises en charge adéquates et permanentes des patients.

Ce soutien est fort apprécié aussi bien des populations que du major qui témoigne des facilités rendues possibles grâce au soutien de CREDO : « A mon arrivée je n'ai entendu et vu que de bonnes choses de l'ONG CREDO. Avant la construction de ce centre la communauté d'Abosséhoé et les femmes en particulier devaient parcourir des kilomètres pour se faire prendre en charge. Mais aujourd'hui la proximité de ce centre a facilité l'accès aux soins de qualité. Grâce aussi à l'électrification, la prise en charge est beaucoup plus aisée parce qu'elle peut se faire à tout moment. Imaginez un peu qu'avant les femmes accouchaient à la maison avec tous les risques possibles, ou au dispensaire avec des lampes torches. On ne peut que dire merci à CREDO et à ses partenaires et souhaiter qu'ils continuent par soutenir les populations qui en ont tant besoin».



### 3.4. Dans le domaine d'adduction d'eau potable

L'amélioration de l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP) des populations constitue un enjeu très important pour le Togo dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le rapport JMP 2008 sur les progrès

enregistrés dans la réalisation des OMD fait état de la hausse du taux de couverture en eau de 49 à 59 % entre 1990 et 2006 pour l'ensemble de la population. Il faut souligner qu'en milieu rural, ce taux a peu évolué soit de 36 à 40 %. En considérant l'accès à l'eau potable, les résultats de l'enquête QUIBB 2011 indiquent que le taux d'accès en milieu urbain (76,7%) est largement supérieur à celui en milieu rural (39,7%). Or, le Togo, pour atteindre les OMD, doit réaliser une couverture totale en eau de 75%.

Mais les contraintes relatives au secteur ont trait aux coûts de réalisation des points d'eau qui restent élevés : un puits foré de profondeur moyenne (50-200 m) équipé d'une pompe à main est d'environ 8,3 millions FCFA (18 800 USD). Aussi les coûts des pièces de rechanges, des pompes et tuyaux restent-ils élevés. C'est pourquoi la contribution des ONG dans le secteur est vivement requise. Mais les fonds mobilisés, soit 797 554 462FCFA représentant 0,5% ne

La gestion de l'eau est un des défis majeurs de l'humanité. Le « Rapport du millénaire sur les écosystèmes » rappelle l'inconséquence des modes de gestion des ressources et milieux naturels qui se dégradent. Dans la liste des ressources qui se dégradent, l'eau figure en bonne place. Le sommet de Johannesburg en 2002 a mis l'accent sur l'inégale répartition de l'eau entre les individus, 1.4 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 20% de la population mondiale demeure privée d'eau salubre. L'année 2003 a été proclamée « Année Internationale de l'eau douce » et 2005-2015, décennie d'actions pour l'eau qui est devenue un des enjeux majeurs du 21ème siècle. Les enjeux qui s'y rapportent sont nombreux, car au-delà des conflits d'usages ou d'intérêts, l'eau organise et rythme la vie sociale de la famille, du village, de la région et du pays. Plusieurs accords ont été signés concernant le partage et la gestion de l'eau surtout entre Etats transfrontaliers.

Le Togo a par ailleurs ratifié diverses Conventions et Chartes et élaboré plusieurs documents de politique et de stratégies de l'eau qui ont abouti à la loi N° 2010-004 portant code de l'eau et dont la mise en œuvre devrait normalement conduire à la promotion de l'accès à l'eau potable pour tous et par là, la santé publique. Cependant, l'effectivité du droit à l'eau est insuffisante voire inexistante au Togo. Un fort taux de la population n'a toujours pas accès à l'eau potable ; la distance séparant les foyers ou les villages est énorme rendant très difficile et très longue la corvée d'eau pour les femmes qui s'en chargent ; l'indisponibilité de l'eau liée aux coupures intempestives est monnaie courante ; la qualité de l'eau de boisson même est rendue douteuse par l'utilisation abusive des pesticides et des engrais dans l'agriculture et par la mauvaise utilisation des sources d'eau naturelles à des fins de lessive, de douche, d'élimination des déchets humains et industriels etc. Les efforts de l'Etat sont importants mais pour l'heure vains à cause du manque ou de l'insuffisance d'informations sur l'utilisation et la gestion des équipements, de l'absence de maintenance et des techniciens capables de réparer les ouvrages construits et par le manque d'implication des communautés bénéficiaires à la gestion de ces ouvrages.

C'est dans ce contexte que les acteurs non étatiques sont sollicités pour apporter un appui de proximité dans la mise à disposition de l'eau aux populations dans, surtout dans les zones reculées du pays.

En effet, comme souligné plus haut, l'accès à l'eau est l'un des défis majeurs qui se posent aux communautés de Yoto, qui en majorité s'approvisionnent dans des sources polluées telles que les rivières. Prenant conscience de la responsabilité qui est la sienne dans ce sens, l'ONG CREDO s'efforce de construire des infrastructures communautaires d'adduction telles que les puits.

Outre l'adduction d'eau potable de Essè Ana à Abosséhoé distants d'environ 6 km, l'ONG CREDO a fait construire entre 2012-2013, 5 puits dans le canton de Sèdomé.



Puits construits par l'ONG CREDO dans le village d'Affito (Photo Dr Kossi).

Il est vrai que le manque d'eau potable est un problème majeur auquel sont confrontées les communautés et dont les conséquences sur le plan de la santé sont souvent dramatiques. Mais ce sont les enfants qui en font plus les frais souvent exposés aux maladies hydriques telles que la diarrhée, le choléra ; mais aussi des maladies parasitaires. Cette situation, constitue ainsi un handicap majeur à leur fréquentation scolaire assidue.

C'est pourquoi, prenant la mesure de ce fait, l'ONG CREDO a installé dans des écoles à Abosehoé des systèmes de rétention d'eau de pluie dans des citernes protégées équipés de robinet qui permettent de mettre à disposition des élèves de l'eau potable.



Système de rétention d'eau de pluie mis en place par l'ONG CREDO dans une école à Abosehoe (Photo par Dr. Dodzi)

### **3.5. Dans le domaine de l'environnement**

La protection de l'environnement constitue aujourd'hui un défi et un enjeu majeur pour la réalisation d'un développement durable au Togo.

En effet, les différents diagnostics faits sur l'état de l'environnement, notamment au cours du processus d'élaboration du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE), révèlent que le Togo est confronté à des problèmes environnementaux aux causes multiples. Les principaux problèmes identifiés sont : la déforestation, le déboisement et la dégradation de la couverture végétale, la dégradation et la baisse de la fertilité des sols, la dégradation des aires protégées et de la faune, l'envasement des cours et plans d'eau et des lagunes, la contamination et la dégradation de la qualité des eaux douces, la dégradation des ressources du littoral et du cadre de vie.

Pour faire face à ces problèmes, le Togo s'est doté d'un certain nombre d'outils et instruments de gestion de l'environnement. Mais leur vulgarisation et le processus de changement de comportements des acteurs à la base, requièrent la contribution d'acteurs multiformes, notamment des ONG.

En achetant et en reboisant de vastes espaces dans le village d'Abosséhoé, l'ONG CREDO participe à la lutte contre la désertification et le réchauffement climatique.



Espace reboisé par CREDO à Abosséhoé

### **3.6. Dans le domaine humanitaire et de la protection sociale**

La protection des couches défavorisées et vulnérables et la réalisation d'actions humanitaires sont également des centres d'intérêt majeurs des ONG au Togo et en particulier de CREDO.

En effet, l'ONG prend en charge actuellement une dizaine d'enfants orphelins qui sont logés et entièrement pris en charge par CREDO sous la conduite d'une maîtresse qui leur fait office de maman. Une structure bien adaptée est construite à cet effet (photo ci-dessous). Dans l'enceinte, les femmes du village ont aussi la possibilité de venir y laisser leurs enfants durant la journée pour pouvoir vaquer plus librement à leurs occupations. Ces enfants sont aussi pris en charge par l'ONG CREDO qui met à disposition des vivres et prend en charge la gérante de la garderie.



Les structures de l'orphelinat la Grâce de Dieu d'Abosséhoé

#### **IV- Conclusion/perspectives**

Le Centre de Recherche et d'Etude pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion (CREDO) est une organisation créée conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ayant pour ambition de sauver les hommes de la misère physique, matérielle, psychologique, morale ; mais aussi et surtout de voir émerger une société organisée dans laquelle les communautés et populations vulnérables vivent dans l'harmonie et œuvrent de façon libre et responsable pour un développement humain durable. Pour ce faire, elle s'est assignée comme mission de contribuer au développement durable des populations vivant en milieu rural et urbain au Togo par des actions d'appui à l'accès aux services sociaux et économiques de base.

Promouvant des valeurs d'Humanisme, de Responsabilité, d'Excellence, d'Esprit d'équipe et de partage, de Communication et de transparence, l'ONG CREDO intervient prioritairement dans les domaines de l'éducation, de l'artisanat et de la formation professionnelle des jeunes, de la santé, de l'eau, de la promotion féminine, de l'environnement, etc.

Ainsi, en une décennie d'intervention, elle a apporté un appui substantiel à la scolarisation des enfants dans la préfecture de Yoto, à la formation et à l'insertion socio-professionnelle des jeunes (de Yoto et de Lomé), mais aussi à l'accès aux soins de santé de qualité. Bref, elle a contribué de façon significative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et économique.

Mais pour améliorer l'efficacité de ses actions et les rendre plus visibles, le Centre de Recherche et d'Etude pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion (CREDO) est depuis un certain moment dans un processus d'actualisation et de renforcement de son intervention.

Dans cette optique, il s'agira d'élaborer un plan stratégique, partant d'un diagnostic clair et sans complaisance de la situation actuelle des zones d'intervention. Ce plan permettra de recentrer les actions sur des secteurs prioritaires de développement en rapport avec la

politique nationale du Gouvernement togolais et éviter les dispersions pour plus de résultats des actions.

Il sera également question pour plus d'efficacité et d'efficience, de revoir la méthode de travail et de faire des réajustements organisationnels. Pour ce faire, un diagnostic institutionnel des centres de formation, et en particulier du centre artisanal de Tabligbo devra être réalisé prioritairement afin d'en dégager les forces et faiblesses dans la perspective de sa redynamisation.

Il sera nécessaire après tout cela, de définir une véritable politique de communication institutionnelle pour davantage de visibilité et une stratégie de recherche de financement (fundraising) pour la mise en œuvre des actions du plan d'orientation stratégique.

Le travail en synergie, l'apprentissage mutuel et la recherche de l'excellence constituent le leitmotiv du travail du Centre de Recherche et d'Etude pour un Développement Orienté vers l'Autopromotion (CREDO) dans les années à venir sur un terrain où seuls les résultats probants peuvent mettre en avant les entreprises de développement que sont les ONG aujourd'hui.

## V- BILAN FINANCIER DE L'EXERCICE 2012-2013

### V-1/ETAT DES FONDS COLLECTES

<b>Date</b>	<b>Montant en euro (€)</b>
<b>04/01/2013</b>	<b>2 000,00 €</b>
<b>09/01/2013</b>	<b>4 500,00 €</b>
<b>17/01/2013</b>	<b>1 200,00 €</b>
<b>19/02/2013</b>	<b>1 200,00 €</b>
<b>17/04/2013</b>	<b>1 200,00 €</b>
<b>17/05/2013</b>	<b>1 200,00 €</b>
<b>19/06/2013</b>	<b>1 200,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13 700,00 €</b>

### V-2/ ETAT DES RECETTES DES CENTRES

<b>Désignation</b>	<b>MONTANT (FCFA)</b>
<b>Menuiserie centre artisanal de Tabligbo</b>	<b>310 000</b>
<b>Recette location de boutique</b>	<b>55 000</b>
<b>Recettes Orphelinat d'Abossèhoe</b>	<b>210 000</b>
<b>Total</b>	<b>575 000</b> <b>soit 876,54 €</b>

### V-3/ ETAT DES DEPENSES

Désignation	Montant en FCFA	Montant en euro (€)
Frais de fonctionnement CGAT	4 608 837	7 025,77
Frais de gestion de l'Orphelinat d'Abossèhoe	2 529 200	3 855, 55
Frais d'Apprentissage CREDO Lomé	915 000	1 394, 84
<b>TOTAL</b>	<b>8 053 037</b>	<b>12 276,16</b>

### V-4/ RECAPITULATIF DU BILAN FINANCIER

Désignation	Montant en euro (€)
FONDS COLLECTES	13 700,00
RECETTES DES CENTRES	876,54
<b>TOTAL</b>	<b>14 576,54</b>
DEPENSES	12 276,16
<b>SOLDE</b>	<b>2 300, 38</b>